



vendredi 16 septembre 2016

Les grands titres:

- Réfugiés et migrants : Ban Ki-moon appelle à la solidarité et à ne pas attiser les peurs
- Le HCR remet au chef de l'ONU sa pétition #Aveclesréfugiés et ses 1,3 million de signatures
- Journée de la paix : l'ONU appelle les citoyens du monde à se faire les champions du développement durable
- Une Yézidie, survivante de la traite des êtres humains, nommée Ambassadrice de bonne volonté de l'ONU
- Les inégalités dans l'éducation pénaliseront des centaines de millions d'enfants d'ici 2030, selon l'ONU
- La FAO appelle à une mise en œuvre rigoureuse et effective du traité mondial contre la pêche illégale
- Journée de la protection de la couche d'ozone : l'ONU appelle à faire plus pour protéger l'atmosphère
- Le nombre de réfugiés sud-soudanais dépasse 1 million, selon le HCR
- Sahel : l'ONU appelle la communauté internationale à accroître son soutien aux populations du Bassin du lac Tchad

Réfugiés et migrants : Ban Ki-moon appelle à la solidarité et à ne pas attiser les peurs



Une famille de réfugiés de Syrie dans le camp d'Azraq, en Jordanie. Photo HCR/Tanya Habjouqa (archives)

16 septembre - A quelques jours du Sommet des Nations Unies sur les réfugiés et les migrants, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a estimé que cette réunion tombait à point nommé et il a appelé le monde entier à afficher sa solidarité et à ne pas attiser les peurs.

« De toutes les questions qui préoccupent à l'heure actuelle la communauté internationale, celle des réfugiés et des migrants est sans doute la plus propice aux manipulations des démagogues de tous bords », déclare M. Ban dans un point de vue publié vendredi dans le quotidien américain « Boston Globe » et intitulé, « Ensemble, agissons pour les réfugiés et les migrants ».

« Malgré la véhémence de ceux, nombreux, qui dominent le débat, des gouvernements des quatre coins du monde apportent une réponse mesurée qui, à condition que les promesses soient tenues, peut aboutir à des résultats tangibles », ajoute-t-il.

Selon lui, le Sommet prévu lundi est une grande première et débouchera sur l'adoption d'un consensus historique : la Déclaration de New York. « La Déclaration, et c'est ce qu'il faut en retenir, définit une stratégie pragmatique, elle-même fondée sur des principes, pour venir en aide aux réfugiés et aux migrants sans renier nos valeurs les plus précieuses », souligne le chef de l'ONU.

On dénombre à l'heure actuelle quelque 244 millions de migrants dans le monde. Plus de 65 millions de personnes sont déplacées de force, dont la moitié sont des enfants, et 86 % d'entre eux ont trouvé refuge dans des pays en développement.



Selon le Secrétaire général, les solutions de réinstallation offertes aux déplacés sont bien trop limitées. En 2015, on a dénombré près d'un million de personnes en attente de réinstallation. Seules un peu plus de 100.000 d'entre elles ont vu leur demande satisfaite.

« Si les choses sont faites intelligemment, les réfugiés et les migrants peuvent devenir des atouts, pour leur pays adoptif comme pour leur patrie d'origine. C'est un fait avéré et un point positif qu'il ne faudra pas perdre de vue lors des débats », souligne M. Ban.

Plus largement, la Déclaration de New York s'inscrit dans la nouvelle dynamique internationale ambitieuse dont le but est d'améliorer les conditions de vie dans les pays d'origine afin que leurs habitants ne soient plus contraints au départ, note-t-il.

« Nous sommes tous, et je dis bien tous, sur le même bateau. En attisant les peurs, en accablant 'les autres', en stigmatisant les minorités, nous allons droit au naufrage collectif », conclut le Secrétaire général. « Les dirigeants avisés l'ont compris, nous devons au contraire nous efforcer de sauver tout le monde, de tirer le meilleur parti des efforts de chacun et de diriger notre navire vers une destination commune : un avenir de possibilités, pour tous, dans la dignité ».

Le Sommet des Nations Unies sur les réfugiés et les migrants se déroulera lundi au siège de l'Organisation à New York, à la veille de l'ouverture du débat général annuel de l'Assemblée générale des Nations Unies où des dizaines de chefs d'Etat et de gouvernement sont attendus.

En marge de ce débat général qui doit durer jusqu'au 26 septembre, plusieurs réunions de haut niveau sont prévues, dont une réunion du Conseil de sécurité sur la situation en Syrie, une conférence des donateurs pour le Fonds du Secrétaire général pour la consolidation de la paix et la commémoration du 30e anniversaire de la Déclaration sur le droit au développement.

Le HCR remet au chef de l'ONU sa pétition #Aveclesréfugiés et ses 1,3 million de signatures



Remise de la pétition du HCR #Avec les réfugiés au siège de l'ONU. Photo ONU/Kim Haughton

16 septembre - La pétition #Aveclesréfugiés du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) qui a recueilli plus de 1,3 million de signatures a été remise vendredi au Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, et au Président de l'Assemblée générale des Nations Unies, Peter Thomson, lors d'une cérémonie au siège de l'Organisation.

« C'est un honneur pour moi d'accepter cette pétition. Nous devons répondre à ses appels », a déclaré M. Ban lorsque cette pétition lui a été remise.

Le chef de l'ONU a rappelé que le Sommet sur les réfugiés et les migrants prévu lundi, avant le début du débat général de l'Assemblée générale, est destiné à susciter un soutien en leur faveur.

« Les réfugiés aujourd'hui demandent ce à quoi tout le monde a droit. Une maison. Une école. Une chance », a déclaré M. Ban. « Le Sommet est le fondement sur lequel nous développerons une réponse globale plus forte. Nous mobilisons tous les partenaires ».

La pétition invite les représentants des 193 gouvernements participant au Sommet à assurer que tous les enfants réfugiés puissent aller à l'école; que tous les réfugiés aient un endroit sûr pour vivre et que tous les réfugiés puissent travailler et contribuer à leur communauté locale.

Lors de la cérémonie de remise de la pétition, la poète Emi Mahmoud a interprété son hommage au petit garçon syrien Aylan Kurdi, mort noyé en Méditerranée il y a un an. L'acteur américain Ben Stiller et le mannequin Alek Wek participaient également à cette cérémonie.

Lorsque la pétition a été lancée en juin, le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, Filippo Grandi, avait évoqué la raison pour laquelle le HCR avait lancé cet appel auprès du grand public afin de soutenir les réfugiés.

« Nous vivons une période d'aggravation du conflit et des troubles à travers le monde, ce qui génère bien plus de personnes déracinées qu'auparavant », selon M. Grandi. « Cela nous concerne tous. Et ce qu'il faut, c'est de la compréhension, de la compassion et une volonté politique de se réunir et de trouver de vraies réponses au sort des réfugiés. C'est devenu un défi majeur pour notre époque ».

« En 2015, des millions de personnes ont été nouvellement déplacées, s'ajoutant aux fortes populations déjà réfugiées et déplacées internes. En majorité, ce sont les pays du monde en développement qui ont été les plus touchés, mais l'Europe a également été le théâtre de scènes dramatiques, quand des centaines de milliers de personnes ont traversé la Méditerranée en quête de sécurité et de refuge. Des milliers d'entre elles ont trouvé la mort en chemin », a-t-il ajouté.

Le chef du HCR a rappelé qu'au pic de la crise des réfugiés en Europe, des personnes ordinaires se sont engagées en nombre pour aider. « Il y a eu une effusion extraordinaire d'empathie et de solidarité. Des gens ordinaires et des communautés ont ouvert leurs maisons et leurs cœurs aux réfugiés, et certains pays ont accueilli les nouveaux arrivants, alors qu'ils hébergeaient déjà un grand nombre de réfugiés », a-t-il souligné.

Journée de la paix : l'ONU appelle les citoyens du monde à se faire les champions du développement durable



La cérémonie de la Cloche de la paix au siège de l'ONU, à New York. Photo ONU/Rick Bajornas

16 septembre - A quelques jours de la Journée internationale de la paix qui est officiellement célébrée chaque année le 21 septembre, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a appelé vendredi les citoyens du monde entier à exprimer leur attachement à la paix en devenant des champions des Objectifs de développement durable (ODD).

Chaque année, lors de cette Journée, l'ONU appelle les parties belligérantes dans le monde entier à observer un cessez-le-feu de 24 heures.

« Mais la paix est bien plus que mettre les armes de côté. Elle implique le travail de la médiation, de la résolution des conflits par la diplomatie, de la réconciliation, de la consolidation de la paix et d'une paix durable », a souligné M. Ban lors d'un discours prononcé vendredi à l'occasion de la traditionnelle cérémonie de la Cloche de la paix au siège de l'ONU, à New York.

« Le développement durable est essentiel pour une paix durable, et les deux dépendent du respect des droits de l'homme », a ajouté le chef de l'ONU dans un message pour cette Journée dont le thème cette année est le suivant : Les objectifs de développement durable, composantes de la paix.

Selon le chef de l'ONU, les 17 ODD, qui ont été adoptés il y a un an par les Etats membres des Nations unies, « sont une feuille de route pour la paix et la prospérité pour toutes les nations ». « Ils sont nos outils pour lutter contre la pauvreté et la faim, l'inégalité et la compétition pour les ressources qui conduisent à des tensions et des conflits », a-t-il ajouté.

« Nous avons tous un rôle à jouer pour nous assurer que les gouvernements rendent des comptes concernant la mise en œuvre du Programme à l'horizon 2030 », a-t-il encore dit.

Lors de la cérémonie de la Cloche de la paix, le Secrétaire général s'est félicité de la conclusion de l'accord de paix historique entre le gouvernement colombien et les Forces armées révolutionnaires de Colombie - Armée du peuple (FARC-EP) et a indiqué qu'il se rendrait à Carthagène, en Colombie, le 26 septembre pour la signature de l'accord.

« Je promets le plein appui de l'Organisation des Nations Unies à cet accord durement gagné, qui je l'espère en inspirera d'autres à travers le monde pour mettre fin à des conflits par la diplomatie et la négociation plutôt que par la violence et l'effusion de sang inutile », a-t-il déclaré.

« La paix peut être difficile à atteindre, mais elle n'est pas un mystère », a-t-il affirmé. « Nous comprenons les racines de la paix, et nous connaissons la route vers la paix ».

Le Secrétaire général a également participé vendredi à un rassemblement de jeunes célébrant la Journée de la paix au siège de l'ONU. Plusieurs Messagers de la paix des Nations Unies étaient également présents, dont Michael Douglas, Jane Goodall, Midori, Stevie Wonder et Leonardo DiCaprio.

« Je souhaite que vous partiez aujourd'hui en promettant d'être les champions de la paix internationale à travers le développement durable », a dit Ban Ki-moon en s'adressant aux jeunes présents.

« Que vous soyez intéressés par les droits de l'homme et la justice, ou l'éducation et l'égalité des sexes, nous avons besoin de votre voix », a-t-il conclu.

Une Yézidie, survivante de la traite des êtres humains, nommée Ambassadrice de bonne volonté de l'ONU



Le Secrétaire général Ban Ki-moon (à droite) rencontre en mai 2016 Nadia Murad Basee Taha, une jeune femme yézidie victime de sévices par Daech et nommée Ambassadrice de bonne volonté de l'ONUSD en septembre 2016. Photo ONU/Eskinder Debebe (archives)

16 septembre - Nominée pour le Prix Nobel de la Paix, une femme yézidie, Nadia Murad Basee Taha, a été nommée Ambassadrice de bonne volonté de l'Office des Nations Unies pour la lutte contre la drogue et le crime (ONUSD) pour la dignité des survivants de la traite des êtres humains.

La nomination de cette femme, qui a survécu à la traite aux mains de l'Etat islamique d'Iraq et du Levant (EIL, aussi appelé Daech), a été officialisée vendredi au siège des Nations Unies à New York à l'occasion de la Journée internationale de la paix. C'est la première fois qu'un survivant d'atrocités est nommé à cette fonction.

« Nadia est une ardente et infatigable défenseure du peuple yézidi et des victimes de la traite des personnes où qu'elles soient », a déclaré le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon.

Agée de 23 ans, Mme Murad a fait un exposé devant le Conseil de sécurité lors de sa première session consacrée à la traite des personnes le 16 décembre dernier. Lors de cette réunion, elle a décrit comment elle et d'autres Yézidis, une minorité religieuse, ont été raflés en Iraq en 2014. Elle a raconté les meurtres de sang-froid commis par les combattants de l'EIL à l'encontre d'hommes et de garçons. Mme Murad, elle-même, a fait l'objet de graves sévices aux mains des combattants de l'EIL et a été achetée et vendue plusieurs fois.

« Nadia a montré un courage exceptionnel en choisissant d'en parler. Elle donne une voix indispensable aux victimes de la traite qui continuent de souffrir, et qui demandent justice », a souligné M. Ban. « Il n'y a pas de meilleur témoignage de la résilience humaine et de l'esprit de solidarité des Nations Unies que la force, la dignité et le courage extraordinaires dont vous faites preuve tous les jours à raconter votre histoire et à travailler pour un monde meilleur », a-t-il ajouté.

Le Chef de l'ONU a saisi cette occasion pour demander instamment à toutes les parties de ratifier et d'appliquer pleinement la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et son protocole sur la traite des êtres humains, ainsi que tous les droits de l'homme internationaux fondamentaux et les instruments humanitaires. M. Ban a également demandé aux gouvernements, aux entreprises et à d'autres partenaires de soutenir le Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les victimes de la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants.

« La nomination de Nadia comme Ambassadrice de bonne volonté offre une occasion unique d'inciter les autres à nous rejoindre dans notre lutte contre la traite des êtres humains », a déclaré Yury Fedotov, le Directeur exécutif de l'ONUSD, l'agence des Nations Unies chargée notamment de la lutte contre toutes les formes de traite des êtres humains, y compris l'esclavage sexuel, le travail forcé, l'enrôlement des enfants et la traite à des fins de prélèvement d'organes.

« Nous savons que l'engagement extraordinaire de Nadia concernant le sort des victimes de la traite va mobiliser les gens à prendre des mesures contre ce fléau », a ajouté M. Fedotov.

En tant qu'Ambassadrice de bonne volonté, Mme Murad se concentrera sur des initiatives de plaidoyer et de sensibilisation sur le sort des innombrables victimes de la traite des personnes, en particulier les réfugiés, les femmes et les filles.

Les inégalités dans l'éducation pénaliseront des centaines de millions d'enfants d'ici 2030, selon l'ONU



L'Envoyé spécial de l'ONU pour l'éducation mondiale, Gordon Brown, en 2015. Photo ONU/Loey Felipe

16 septembre - A l'occasion de la présentation des conclusions du rapport de la Commission internationale sur le financement des opportunités d'éducation globale, l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour l'éducation globale, Gordon Brown, a déclaré vendredi que « la demande d'éducation est la lutte pour les droits civiques de notre génération ».

« En 2030, année durant laquelle nous devons réussir les Objectifs du développement durable (ODD), sur 1,6 milliard d'enfants dans le monde, 200 millions ne seront pas du tout scolarisés, malgré notre promesse que tout le monde sera à l'école », a dit M. Brown lors d'une conférence de presse organisée avant la publication officielle du rapport dimanche.

« Environ 800 millions d'enfants, soit la moitié des enfants dans le monde, ne recevront pas une bonne ou décente éducation et ne quitteront pas l'école avec les qualifications dont ils ont besoin pour le marché du travail du futur », a-t-il ajouté malgré toutes les promesses faites par la communauté internationale de fournir une éducation universelle dans l'éducation primaire et secondaire.

M. Brown a indiqué que la Commission va proposer un nouveau mécanisme pour trouver les financements nécessaires pour offrir des opportunités pour ces 800 millions d'enfants. Ce plan listera les coûts, les avantages et le prix pour offrir une éducation universelle pour tous.

« Il y a une bombe à retardement de mécontentement parmi les jeunes gens qui voient le fossé entre ce que leur on a promis et ce qu'on va leur offrir », a indiqué l'Envoyé spécial soulignant que cette situation permet aux factions extrémistes d'exploiter cette déception.

« Nous allons dépenser en moyenne 100.000 dollars pour l'éducation entière d'un enfant de trois à 16 ans dans les pays de l'ouest pour couvrir l'école maternelle, primaire et secondaire contre 400 dollars dans certains pays d'Afrique », a-t-il indiqué par ordre de comparaison.

Selon le rapport, l'aide internationale pour l'éducation représente seulement 12 dollars par enfant par an. « A peine de quoi acheter un livre scolaire », a souligné M. Brown qui rappelle que les budgets d'aide sont loin d'être généreux ou surdimensionnés. « Nous nous attendons à voir les pays les plus pauvres éduquer leurs enfants avec juste 12 dollars par an par enfant ce qui montrent que les inégalités d'opportunités dans ce monde sont plus grandes que jamais », a-t-il dit.

A l'approche du Sommet mondial sur les réfugiés et les migrants, Gordon Brown a également fait le lien entre l'éducation et la question des réfugiés. « Sur 2 millions d'enfants réfugiés syriens, principalement au Liban, en Jordanie et en Turquie, 1 million se voient refuser une place à l'école et 2,1 millions d'enfants déplacés en Syrie sont privés d'éducation », a-t-il précisé tout en saluant l'annonce par les Etats-Unis de garantir à un million d'enfants réfugiés des lieux d'éducation dans le monde.

Selon le rapport, sur les 30 millions d'enfants déplacés dans le monde, 10 millions sont réfugiés et la majorité ne va pas à l'école du tout. « Nous avons besoin de 671 millions de dollars pour atteindre ces 30 millions d'enfants. Aujourd'hui, 400 millions de dollars ne sont toujours pas pourvus », a dit M. Brown qui a rappelé que l'éducation ne représente que 1,5 % de l'aide humanitaire.

La FAO appelle à une mise en œuvre rigoureuse et effective du traité mondial contre la pêche illégale



Des pêcheurs déchargent du thon au port d'Abidjan, en Côte d'Ivoire. Photo FAO/Sia Kambou

16 septembre - La récente entrée en vigueur de l'Accord international contre la pêche illégale est une évolution encourageante qui requiert à présent une mise en œuvre rigoureuse et effective, a déclaré vendredi le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), José Graziano da Silva.

Lors de son discours à l'occasion de la Conférence «Notre Océan», qui se tient à Washington, aux Etats-Unis, José Graziano da Silva a salué les efforts déployés par les parties signataires de l'Accord sur les mesures du ressort de l'Etat du port visant à prévenir, contrecarrer et éliminer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (PSMA), négocié par la FAO.

Le Directeur général de la FAO a en outre fait part au Secrétaire d'Etat américain, John Kerry, du statut actuel du traité, entré en vigueur en juin dernier.

« En 2014, seuls 10 pays avaient ratifié l'Accord sur les mesures du ressort de l'Etat du port », a souligné John Kerry lors de son allocution. « Nous avons par la suite décidé que nous pouvions faire mieux et nous l'avons fait... puisqu'à ce jour plus de 60 pays ont ratifié l'Accord et cela est essentiel », a-t-il ajouté.

Le Directeur général de la FAO incite vivement tous les autres pays à emboîter le pas. « Nous avons besoin que tout le monde adhère au PSMA, car sinon les navires de pêche hors-la-loi continueront de trouver des moyens pour débarquer et introduire leurs captures illégales sur les marchés des pays non signataires de l'Accord », a-t-il précisé.

En vertu du traité, les parties signataires se doivent de mettre en œuvre un certain nombre de mesures tout en s'occupant de la gestion et du contrôle de leurs ports afin de détecter les activités de pêche illégale, d'empêcher les poissons pêchés de manière illégale d'être déchargés et vendus et de s'assurer que les informations concernant les navires peu scrupuleux soient partagées à l'échelle mondiale.

« La FAO a lancé un programme mondial visant à soutenir les pays dans la mise en œuvre du traité et des instruments complémentaires », a ajouté M. José Graziano da Silva. Il s'agit notamment des Directives volontaires pour la conduite de l'Etat du port, qui regroupent plusieurs exemples de mesures que les pays peuvent prendre afin de s'assurer que les navires battant leur pavillon ne soient pas impliqués dans des activités de pêche illégale, non déclarée et non réglementée (INN).

Jusqu'ici, la FAO a réussi à obtenir 5 millions de dollars pour son programme mondial, dont une partie provient des ressources de l'Organisation. La FAO collabore également avec Google afin de développer de nouvelles plateformes et méthodes de recherche qui serviront à aider les pays à améliorer le suivi, le contrôle et la surveillance de leurs activités de pêche.

Chaque année, la pêche INN est à l'origine de 26 millions de tonnes de prises, estimées à 23 milliards de dollars américains. Le phénomène compromet également les efforts visant à garantir une pêche durable et une gestion responsable des stocks de poissons à travers le monde.

S'adressant aux participants de la Conférence «Notre Océan», M. Graziano da Silva a également insisté sur la nécessité de soutenir davantage la pêche artisanale, dont dépendent 110 millions de personnes – 97% d'entre eux vivent dans les pays en développement - pour leur survie. Il a appelé les donateurs à soutenir une initiative en cours de la FAO, dont le but est d'apporter une aide aux politiques, de promouvoir le partage des expériences et d'autonomiser les communautés de pêche artisanale.

Journée de la protection de la couche d'ozone : l'ONU appelle à faire plus pour protéger l'atmosphère



La couche d'ozone protégeant la Terre est en voie de reconstitution. Photo PNUE

16 septembre - En cette Journée internationale de la protection de la couche d'ozone, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a appelé vendredi la communauté internationale à en faire davantage pour protéger l'atmosphère et bâtir ainsi un monde plus sûr, plus prospère, plus sain et plus résilient pour tous.

Cette Journée, qui est célébrée chaque année le 16 septembre, correspond à la date anniversaire de la signature, en 1987, du Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone.

« Le monde a changé depuis la dernière célébration de la Journée internationale de la protection de la couche d'ozone. Nous sommes désormais dotés du Programme de développement durable à l'horizon 2030, qui vise à favoriser une croissance équitable et partagée et à promouvoir le bien-être de l'humanité et de la planète. Face aux changements climatiques, l'Accord de Paris marque une étape historique dans notre voyage commun vers un monde viable et sûr », a déclaré Ban Ki-moon dans un message.

« Aujourd'hui, nous devons traduire notre ambition en actes et renforcer la protection du climat en tirant parti du Protocole de Montréal pour ralentir le réchauffement à court terme provoqué par les hydrofluorocarbones (HFC), qui sont les gaz à effet de serre dont la croissance est la plus forte », a-t-il ajouté.

En octobre, les délégations des États parties au Protocole de Montréal se réuniront au Rwanda pour parvenir à un consensus mondial sur la réduction progressive des émissions de HFC. L'usage des HFC s'est fortement répandu ces dernières années pour remplacer les produits qui endommagent la couche d'ozone, en particulier ceux utilisés dans la réfrigération et la climatisation.

« Or, si les HFC ont permis de réduire significativement la menace pesant sur la couche d'ozone, la recherche scientifique a montré qu'ils étaient aussi des gaz à effet de serre extrêmement puissants. Leur usage de plus en plus important nous impose d'agir avec détermination, comme nous l'avons fait auparavant pour mettre la couche d'ozone sur la voie du rétablissement », a souligné le Secrétaire général.

« La réduction progressive des émissions de HFC aurait des bienfaits considérables : elle permettrait d'éviter jusqu'à 0,5 °C de réchauffement climatique d'ici à la fin du siècle, ce qui donnerait une impulsion décisive à l'application de l'Accord de Paris, et pourrait contribuer à la mise au point de réfrigérants et de technologies de substitution d'une bien meilleure efficacité énergétique », a-t-il ajouté.

Le nombre de réfugiés sud-soudanais dépasse 1 million, selon le HCR



Des réfugiés sud-soudanais arrivent au point d'accueil frontière d'Elegu, dans le district d'Adjumani, au nord de l'Ouganda. Photo: HCR/Barb Wigley

16 septembre - Le nombre de réfugiés sud-soudanais ayant trouvé refuge dans les pays voisins a franchi cette semaine la barre du 1 million, dont plus de 185.000 personnes qui ont fui depuis que de nouvelles violences ont éclaté à Juba le 8 juillet.

« Le Soudan du Sud rejoint la Syrie, l'Afghanistan et la Somalie dans le groupe de pays ayant produit plus d'un million de réfugiés », a dit un porte-parole du HCR, Leo Dobbs, lors d'un point de presse à Genève.

« La plupart des nouveaux arrivants ont traversé la frontière pour entrer en Ouganda, mais un afflux de personnes a été observé dans la région de Gambella, en Ethiopie, la semaine dernière et d'autres personnes se dirigent vers le Kenya, la République

démocratique du Congo et la République centrafricaine. Ces pays, de manière louable, ont gardé leurs portes ouvertes aux nouveaux arrivants », a-t-il ajouté.

Selon le HCR, la violence observée en juillet a été un revers majeur pour les efforts de paix au Soudan du Sud, au moment où ce pays s'appêtait à célébrer son cinquième anniversaire et sur fond d'accord de paix de courte durée entre les partisans du Président Salva Kiir et de l'ancien Premier vice-président Riek Machar.

« Les combats ont brisé l'espoir d'un véritable changement et ont déclenché de nouvelles vagues de déplacement et de souffrance, tandis que les organisations humanitaires ont beaucoup de mal, pour des raisons de logistique, de sécurité et de financement, à fournir une protection et une assistance aux centaines de milliers de personnes dans le besoin, y compris 1,6 million de personnes déplacées internes », a dit M. Dobbs.

La plupart de ceux qui fuient le Soudan du Sud sont des femmes et des enfants. Parmi eux, il y a des survivants d'attaques violentes, d'agressions sexuelles, des enfants qui ont été séparés de leurs parents ou voyageant seuls, des handicapés, des personnes âgées et des personnes ayant besoin de soins médicaux d'urgence.

L'Ouganda accueille le plus grand nombre de réfugiés sud-soudanais, soit plus de 373.000, plus d'un tiers d'entre eux étant arrivés depuis le début de juillet. La semaine dernière, plus de 20.000 nouveaux arrivants ont été enregistrés.

En ce qui concerne l'Ethiopie, plus de 11.000 personnes, dont beaucoup appartiennent à la tribu Nuer, sont arrivées dans la région de Gambella la semaine dernière, portant le nombre de réfugiés sud-soudanais dans ce pays à plus de 292.000.

Le Soudan accueille le troisième plus grand nombre de réfugiés sud-soudanais, soit plus de 247.000, et les gens continuent d'arriver dans les Etats du Darfour-Est, du Darfour-Sud et du Nil blanc.

Un plus petit nombre a fui au Kenya, en République démocratique du Congo (RDC) et en République centrafricaine depuis la reprise du conflit en juillet. Environ 300 personnes par semaine sont entrées au Kenya, qui compte plus de 90.000 réfugiés sud-soudanais.

La RDC connaît actuellement un afflux de réfugiés sud-soudanais dans la province d'Ituri, près de la frontière avec le Soudan du Sud et l'Ouganda. Le HCR estime qu'il y a environ 40.000 réfugiés sud-soudanais dans le pays.

« Sans financement et soutien supplémentaires, nous et nos partenaires auront du mal à aider les personnes dans le besoin, même avec une assistance de base. Le HCR appelle les donateurs à fournir 701 millions de dollars pour les opérations concernant les réfugiés du Soudan du Sud, dont 20% sont actuellement financés », a dit le porte-parole.

Sahel : l'ONU appelle la communauté internationale à accroître son soutien aux populations du Bassin du lac Tchad



Le Coordonnateur régional humanitaire pour le Sahel, Toby Lanzer (au centre), lors d'une visite de quatre jours au Niger. Photo OCHA Niger

16 septembre - Suite à une mission de quatre jours au Niger où il s'est rendu dans la région de Diffa, le Coordonnateur humanitaire régional pour le Sahel, Toby Lanzer, a félicité les communautés locales et les personnes déplacées pour leur solidarité et a appelé la communauté internationale à apporter un soutien accru aux habitants de l'ensemble du Bassin du lac Tchad.

M. Lanzer, accompagné du Ministre nigérien en charge de l'action humanitaire, Laouan Magagi, s'est rendu à Diffa, qui se trouve dans le Bassin du lac Tchad, où la violence perpétrée par le groupe extrémiste Boko Haram a poussé des centaines de milliers de personnes hors de leurs foyers, perturbé le commerce et les moyens d'existence et accru la malnutrition et l'insécurité alimentaire.

« Malgré des conditions de vie difficiles et un manque de revenus durables et de moyens de subsistance, des milliers de familles continuent de prendre soin de ceux qui ont encore moins », a déclaré M. Lanzer dans un communiqué de presse publié jeudi. « Les gens dans la région du lac Tchad nous fournissent un exemple de l'humanité qui devrait être une source d'inspiration pour nous tous ».

Selon le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (BCAH), plus de 280.000 personnes ont été forcées de quitter leurs foyers au Nigéria et dans la région de Diffa en raison de raids et d'attaques de Boko Haram contre des villages. Deux personnes déplacées sur trois ont dû partir plus d'une fois. Des villages entiers ont été vidés de leurs habitants; une grande partie des champs n'a pas été labouré; et, l'accès aux services sociaux de base tels que l'eau, la santé et l'éducation a été encore plus limité.

Le BCAH précise par ailleurs qu'environ 400.000 personnes ont besoin d'une aide alimentaire d'urgence. Le taux de 17% de malnutrition aiguë globale dépasse le seuil d'urgence.

Bien que les organisations humanitaires aient intensifié leurs opérations entre juin et septembre, venant en aide à plus de 65% des 400.000 personnes ciblées, l'insécurité et le manque de financement limitent leurs capacités d'atteindre ceux qui sont le plus dans le besoin. La réponse humanitaire à Diffa est seulement financée à 38%, avec 28 millions de dollars sur les 73 millions de dollars garantis. Environ 50% des besoins alimentaires pour le reste de l'année ne seront pas couverts si des fonds supplémentaires ne sont pas reçus.

« 44 millions de dollars sont nécessaires pour répondre à une situation accablante et de profonde souffrance », a déclaré le Coordonnateur humanitaire au Niger, Fodé Ndiaye. « Je souhaite que l'événement consacré au Bassin du lac Tchad, qui se tiendra le 23 septembre à New York en marge de l'Assemblée générale, mobilisera l'attention de la communauté internationale et ouvrira la voie à l'élimination de la violence et de la misère dans la région. Cela nécessite la création d'emplois pour les jeunes et les femmes, la création d'opportunités socio-économiques et le renforcement de la cohésion sociale ».